

LUIGI BALZAN : UN REGARD AIGU  
SUR UN FRONT PIONNIER AMAZONIEN

par

JEAN-CLAUDE ROUX

Le récit de Balzan est d'abord celui d'un voyage réalisé avec les moyens du bord. Balzan, jeune et modeste professeur de sciences naturelles, voyageait en solitaire. Certes, il bénéficiait d'une allocation de la Société italienne de géographie mais ses moyens étaient mesurés et, bon gré mal gré, ils l'obligeaient à emprunter les modes de déplacement les moins onéreux. Aussi ne comptait-il pas son temps car il était lié aux hasards du cheminement ainsi qu'au gré des moyens aléatoires de communication ; toutes circonstances qui lui permirent de longues et profondes observations (illustration IV<sup>6</sup>).

Notre Italien était d'abord aiguillonné par la découverte d'une réalité nouvelle – celle de la Bolivie andine comme et surtout de son vaste prolongement oriental à la périphérie amazonienne – que son coup d'œil, aigu et curieux, était avide de surprendre. Regard enrichissant venant d'un homme qui avait vécu cinq ans dans un autre pays sud-américain, le Paraguay, quelque peu spécifique – à l'époque au moins – par son double caractère : à la fois insulaire car comprimé entre la masse de deux grands voisins hostiles : le Brésil et l'Argentine ; et insolite par sa situation de république hispano-guarani. De plus, l'approche de Balzan était neutre, car il appartenait à un pays européen sans aucune ambition coloniale en Amérique du Sud, bien que l'Italie d'alors participât largement au destin du continent avec l'envoi de flots intarissables d'émigrants vers le bassin du Río de la Plata (Argentine, Uruguay et Paraguay) et le Brésil.

*FRONT PIONNIER, FRONT SANS DROIT*

Balzan va découvrir ainsi la réalité bolivienne et sa riche diversité. Il se gardera, en délaissant l'évocation des clichés habituels, de toute complaisance envers le sensationnel : mystérieux lac Titicaca, Altiplano sans fin à l'azur étincelant, sombre grandeur évanouie de Potosi, ou luxe colonial figé de Sucre qui était encore la capitale du pays.



IV. Luigi Balzan en brousse (le plus grand et au centre).

*Un témoignage sans fard ni artifice*

Au contraire, il va privilégier la connaissance d'un pays profond et donc rural. C'est celui des petits sentiers des vallées chaudes andines, des modestes bourgades égrenées le long du río Beni et à l'existence végétative, des savanes quasi vides d'habitants, déjà parcourues au début des années 1830 par un autre naturaliste, Alcide d'Orbigny<sup>7</sup> (1839-1843 et 1844). Ce faisant, il nous restitue une certaine vision de l'autre Bolivie, la tropicale restée marginale, la plus mal connue et la plus originalement exotique, celle de l'orient lointain du Beni et de la haute Amazonie.

Cette approche est nuancée par son expérience paraguayenne comme par les déceptions qu'il confie en quittant ce pays en transformation rapide sous l'effet d'une spéculation forcenée qui permet le bradage des terres vierges aux spéculateurs internationaux. Paraguay, un pays qu'il semble avoir aimé, porteur aussi de ses espérances de jeune intellectuel. Or Balzan va retrouver, en terre d'Amazonie, un autre type de spéculation effrénée, celle de l'or noir du caoutchouc<sup>8</sup>, porteuse elle aussi de tous les abus.

Balzan, routard paisible, au cours de son long et hasardeux cheminement, va se heurter à la réalité du quotidien oriental. Ainsi, il va donner, parfois en abusant de détails et avec un souci de précision presque maniaque, la description des activités et de la vie de la Bolivie d'antan. C'est d'abord l'évocation de l'ancestrale culture de la coca\*\*, qui représente toujours une activité lucrative mais devenue bien problématique pour la Bolivie contemporaine, puis l'évocation de la récolte du quinquina\*\*, la fameuse *chinchona*

des vallées chaudes des piémonts andins ; enfin, c'est le tableau, croqué sur le vif, des conditions d'exploitation du nouveau produit roi du moment, alors tant disputé, le caoutchouc.

Balzan est donc présent en témoin attentif, après le renversement économique qui a vu l'abandon du quinquina au profit du caoutchouc. Aussi les *quineros*\*, qui avaient été les pionniers du cycle de la collecte du quinquina, poussés par la nécessité, deviennent à partir de 1875 les premiers acteurs de l'épopée du caoutchouc bolivien.

### *Le réveil de la Belle au bois dormant amazonienne*

Le caoutchouc est ainsi devenu, en peu d'années, l'élément indispensable d'une nouvelle révolution technique. Toutefois, en cette fin de siècle, seul existe, pour quelques lustres encore, celui d'origine naturelle<sup>9</sup>. Or les plus riches espèces et les plus grandes réserves sont enfouies au cœur profond des jungles disputées d'une Amazonie centrale, paradoxalement restée largement inconnue.

Cycle du caoutchouc qui nous rappelle aussi que la mondialisation économique était déjà en marche. Produits de collectes aventureuses, quinquina et caoutchouc, certes avec des modalités spécifiques, ont soustendu des structures sociales originales, caractéristiques des nouvelles sociétés surgies de milieux géographiques restés marginaux.

Les individus hantant ce milieu ont instauré des codes sociaux spécifiques, avec leurs rituels et, bien sûr, leurs modes de violence comme leurs formes de convivialité. Balzan va se frotter à ce petit monde qui achève alors sa gestation. Un milieu qui est aussi intrinsèquement crapuleux, car cupide et donc violent, d'autant plus qu'il est aussi esclave des cours du marché lointain. Il en connaîtra d'ailleurs un des acteurs, et non des moindres par sa triste célébrité, Albert Mouton qui devait l'héberger.

La société du caoutchouc est formée de migrants que dominent patrons et contremaîtres. Ses premiers pionniers sont issus des rives dangereuses du Madeira, ou bien du front moribond du quinquina de Caupolicán. Santa Cruz, au sud du Beni, est une autre terre d'attraction de pauvres gens attirés par les promesses du caoutchouc. Tous ces déshérités sont des rivaux féroces, tant par leurs intérêts concurrents que par leurs origines variées – rivalités de prédateurs du milieu naturel et de croquants affamés. Le gros des tâcherons est issu, à l'origine, des missions de Mojos et Chiquitos. Ce sont des collecteurs ou les indispensables rameurs car, faute de la moindre route ou piste dans ces jungles inondées, seule la voie d'eau permet le trafic.

Si certains sont des Créoles métissés, indolents mais arrogants, on y trouve une majorité d'Indiens du cru ou venus des montagnes, et soumis à un quasi-esclavage légal qu'ils endurent naturellement. En vérité, ces pauvres hères sont accoutumés depuis des générations à la fêrule ou, dans

le meilleur des cas, au paternalisme pesant des petits patrons qui les exploitent sans vergogne, comme à l'injustice et au mépris des autorités locales, le curé et le *corregidor*\* (administrateur).

### *Un milieu de féroces prédateurs*

Le milieu social de cet orient est sans âme vraie, car sans éthique. Il se résume à quelques notables, pédants et oisifs, à des curés et des « *doctorcitos*\* » souvent dévoyés et à de rares fonctionnaires véreux, tandis que la majorité est fournie par des éleveurs métis, rustres, vantards et violents. Tous s'adonnent, exploitent comme exploités, à l'abrutissement fourni par l'alcool et qui est accompagné d'un rustique libertinage devenu de règle lors des rituelles bacchanales qui, sous prétexte de célébrer fêtes religieuses et événements sociaux, voient s'exhiber les appas des souillons de tripots et les charmes frelatés des quelques Vénus délurées de la « bonne société » de ces bourgades.

Pour excuser ces machos mal dégrossis, on doit reconnaître aussi que ces débauches sont pour eux les seules échappatoires à ces *gomales*\* d'où « l'on ne revient pas », comme au spleen pesant sur ces microcosmes figés formés par les anciennes missions jésuites ruinées. Est-ce aussi la revanche du chaos sur l'harmonie missionnaire ancienne depuis la disparition, en 1767, de l'ordre spirituel et de la discipline collective imposés par ces soldats du Christ que voulurent être les jésuites ?

D'autres auteurs, avant et après Balzan, ont corroboré, voire accusé, les traits et l'éclairage des tableautins qu'il a brossés. Pensons à Ciro Bayo (1911), autre jeune proto-hippie de l'époque mais aussi Espagnol cultivé – il finira sa carrière comme directeur de la Casa Velázquez –, venu en Amérique traquer l'aventure. Citons aussi un coureur des bois, le Français Robuchon, qui disparut plus tard avec sa femme, une Indienne de Cavinás, sur le Putumayo, un enfer du caoutchouc aux confins du Pérou et de la Colombie. Tous partageaient une jeunesse ardente, la soif de connaissance des autres et du monde et la même expérience désespérée de ce vaste baigne voué à l'extraction du caoutchouc qu'était alors l'orient bolivien.

Dans cet enfer vert règne l'anomie de l'arbitraire, donc la violence naturelle engendrée par l'absence de lois, sauf celle de la Winchester ; mais aussi la misère, le dénuement physique, la faim, les épidémies. L'exploitation de l'homme y est faite sans vergogne, accompagnée par la brutalité intrinsèque aux rapides et lucratives prédatons sans frein qui sont favorisées par la spéculation sur les produits neufs, enjeux soudain d'une forte valorisation internationale.

C'est cette séquence triviale d'un orient enfiévré par l'or noir que restitue Luigi Balzan. Cela explique-t-il que ses premiers traducteurs, l'évêque Armentia<sup>10</sup>, fin connaisseur des bas-fonds amazoniens, ou Manuel Vicente Ballivián<sup>11</sup>, intellectuel brillant doublé d'un spéculateur des terres

à caoutchouc, n'aient pas achevé – peut-être de commun accord – la traduction espagnole du récit du jeune et anticlérical Balzan, esprit incisif et iconoclaste pour l'époque ?

*L'ORIENT ET LA BOLIVIE : UNE RENCONTRE TARDIVE*

Lorsqu'elle naît en 1825, la Bolivie est une pure création spontanée qui a été imposée à Bolivar. Greffé artificiellement au massif andin par les hasards des commodités administratives, le vaste orient reste encore largement inexploré, comme presque exempt de toute mise en valeur, hors des terroirs de quelques vieilles missions jésuites tombées en déshérence.

*La Bolivie extérieure : un héritage espagnol*

La Bolivie est située dans les Andes du sud et sa partie montagneuse est alors la plus peuplée. L'Altiplano ou *meseta*\* andine, de 3 600 à 4 100 m d'altitude, constitue son cœur humain et historique mais il est encadré entre deux barrières montagneuses formées par les cordillères occidentale et orientale. Cet enfermement géographique est doublé par une claustration géopolitique depuis la guerre du Pacifique qui lui a arraché, en 1884, son unique province maritime. Cette amputation a achevé de réduire la Bolivie à un bastion montagnard replié sur lui-même car son économie se résume alors à une monoactivité qui fit longtemps sa fortune : l'exploitation de ses mines d'argent à plus de 3 700 m d'altitude, débutée en 1545 à Potosi.

À l'est de la cordillère orientale s'échelonnent les longues vallées chaudes du versant andin qui cèdent graduellement la place aux grandes plaines (les *llanos*\*), c'est-à-dire au Beni ou pays de Mojos et à la Chiquitania. Ces vieilles provinces furent placées jusqu'en 1767 sous administration jésuite où elles étaient indépendantes *de facto* sous un régime théocratique. Elles sont prolongées, au sud, par le vaste orient de Santa Cruz, qui s'étend des piémonts andins au lointain río Paraguay et borde le Chaco, longtemps resté hostile aux Blancs.

À cette Bolivie, relique d'une vieille présence coloniale diffuse qui s'est ancrée sur une poignée de riches citées, se greffe ainsi une sorte de Bolivie extérieure à la périphérie du bassin amazonien. Elle est peuplée principalement d'Indiens dits barbares, c'est-à-dire indépendants, et son seul et quelque peu périlleux accès est représenté par des voies d'eau dangereuses. C'est le haut Beni, formé par les bassins du Mamoré, Beni et Madre de Dios. Plus au nord se déploient les grands bassins hydrographiques de l'Acre, du Purus, du Yurua et du Yavari, nés des Andes mais enserrés dans des forêts denses restées inexplorées sauf par les Indiens.

Au sud, le Chaco est une vaste et morne plaine traversée par les cours, alors à peine reconnus, du Bermejo, du Pilcomayo et du Paraguay.

C'est un des derniers sanctuaires inviolés des Indiens, hanté par des tribus de guerriers centaures, armés d'arcs et de flèches.

Une frontière, mais totalement fictive, sépare ce vaste ensemble du Brésil amazonien. Elle emprunte le tracé d'une ligne de latitude du Madeira au Yavari, définie approximativement, après de nombreuses péripéties diplomatiques, par le traité de San Ildefonso de 1777.

Ce vaste conglomérat dispose d'une superficie d'environ un million de kilomètres carrés. Sauf de rares explorations portugaises, ces contrées d'eaux et de forêts ont échappé, du fait de leur hostilité physique comme humaine, à toutes les tentatives d'occupation coloniale. L'Espagne, quant à elle, s'est satisfaite, faute d'y rencontrer l'introuvable Eldorado, d'en faire une zone tampon placée sous la houlette des franciscains, jésuites, dominicains ou autres augustins, avec charge de prévenir les incursions des *bandeirantes*\* venus du Brésil.

### *José Ballivián, l'Oriental*

L'intérêt de la Bolivie indépendante pour cet héritage oriental a été d'abord lointain. C'est seulement sous la présidence de José Ballivián (1841-1847) que le pays a commencé à se préoccuper du destin de cette marge. On découvrait alors que les voies d'eau naturelles de l'orient constituaient d'éventuelles routes de sortie sur l'Atlantique soit par l'Amazonie soit par le grand Río de la Plata, ce qui représentait une expectative capitale pour un pays enclavé. Aussi des initiatives furent-elles prises par l'État, sous l'impulsion de J. Ballivián. La plus marquante réside dans le détachement du Beni (ou pays de Mojos et Chiquitos) du département de Santa Cruz afin de l'ériger en un nouveau centre de colonisation. Dans un Beni presque vide de population, J. Ballivián décida aussi de proclamer la citoyenneté des autochtones indiens, restés soumis à un régime stérilisant de servitude, tatillon et abusif. Ces préalables réglés, J. Ballivián fit engager la reconnaissance géographique des vastes confins orientaux, encore presque totalement inconnus, par des expéditions d'exploration.

Ainsi, le préfet Palacios conduisit la reconnaissance la plus intéressante. Il entreprit, en 1844, une série d'explorations vers les lagunes Rogo-Aguado, puis sur les cours du Madeira et du Mamoré. Ces grands cours d'eau faisaient office alors de voie de communication vers le riche Mato Grosso, avec le río Itenez (Guapore) servant de frontière avec le Brésil. L'expédition de Palacios devait confirmer l'existence de l'infranchissable obstacle à la navigation dressé par les dix-sept *cachuelas*\* ou rapides, s'étendant de Villa Bella jusqu'à Puerto Velho et coupant sur 300 km le lit du Madeira. Ces rapides rendaient la navigation commerciale difficile et onéreuse car exigeant d'incessants et dangereux portages.

Les écrits de Palacios indiquent que le cours du Madeira est alors occupé par quelques tribus indiennes, tels les Caripunás dont « ... hommes et

chiens ont seulement le pénis attaché par un cordon » en guise de vêtements et de coquetterie. Nul établissement « civilisé » n'existe alors sur le Madeira bolivien, hormis les campements saisonniers de chasseurs de tortues venus du Brésil et l'existence de petits noyaux de colons. Palacios a noté les potentialités du milieu naturel, comme les possibilités d'une navigation à vapeur en maîtrisant le cours du Madeira, mais il ne réussit pas, faute de moyens, à procéder à une prise de possession de cette région qui, après son bref passage, retomba dans l'oubli.

#### LE BENI : UN PAYS CHRYSALIDE

##### *Une découverte tardive*

Le Beni est alors une vaste contrée qui, faute de frontières contrôlées, est parcourue grâce à la voie d'eau par les Brésiliens qui remontent le cours de l'Amazone, et leur avancée est attestée par les toponymes. Par le Madeira puis le Mamoré, les Brésiliens rejoignent l'Itenez ou Guapore pour atteindre le Mato Grosso, après une étape à la formidable forteresse de Fuerte Principe de Beira, achevée en 1783 au mépris du traité de San Ildefonso.

Dans les années 1840, l'ingénieur français Bertrès (1901) note que les frontières du Beni avec le Brésil sont mouvantes ; aussi les intrusions de bandes de Brésiliens en quête de rapines y sont un fléau. Gibbon (1991-1993), un autre voyageur, devait visiter le Beni en 1851-1852. Il signale son isolement du reste du pays. La population est composée en majorité d'Indiens soumis au tribut. Il s'ajoute 2 000 Noirs, esclaves réfugiés du Brésil, qui, note-t-il, sont « ... mieux traités que les Indiens ». Trinidad, la capitale, avec moins de 3 000 habitants, est une agréable bourgade sommeillante. Toutefois, déplore Gibbon, les exilés politiques assignés à résidence par La Paz y constituent une société vaniteuse et oisive aux mœurs relâchées. Cet officier de la marine des États-Unis devait gagner ensuite le Brésil par les cachuelas du Madeira où il signala la présence de tribus d'Indiens géophages parfois agressives. Il consigne la faiblesse du commerce sur le Madeira où l'on ne compterait pas plus de 2 000 habitants « civilisés » sur ses rives. Les ressources de la région sont essentiellement agricoles, avec une production de cacao\*\* (120 t, écrit Gibbon) exportée vers l'Altiplano, quelques cultures de coton, de café, de vanille et des productions vivrières (Bertrès, 1901). Néanmoins, l'élevage y jouit de conditions très favorables grâce aux vastes et fertiles plaines qui entourent les missions. Un troupeau de deux cents bovins, introduit en 1687-1690 par le père jésuite Cipriano Barace, a en effet proliféré. Une autre source de revenus réside dans les ateliers de l'État où les Indiennes font des tissages d'étoffes et des dentelles sous le contrôle des curés ou des édiles locaux.

La population du vaste Beni (avec plus de 300 000 km<sup>2</sup>) est dérisoire, atteignant seulement 25 000 à 30 000 habitants. Elle est composée en majorité d'Indiens vivant dispersés et de petits noyaux de Créoles groupés de préférence autour des anciennes missions (Altamarino, 1891) ou dans des *haciendas*\*.

### *Le sceau de l'expérience jésuite*

Les jésuites, en moins d'un siècle, imprimèrent fortement leur marque sur les groupes indigènes (Roux, 2003). Mais leur expulsion, sur ordre du roi d'Espagne en 1767, sonna le glas de leur ordre théocratique. Après eux, le Beni échut à l'autorité civile des gouverneurs et du clergé séculier, système qui allait consommer la ruine de l'économie des missions. Les nouvelles autorités religieuses se satisferont d'y soutirer une rente à leur profit, tout en y menant une vie caractérisée par le goût du lucre et des mœurs relâchées. Grondona (1831), un voyageur français peu connu, devait dénoncer, sans complaisance, avec l'exemple de l'ancienne province jésuite de la Chiquitania, cette dérive laxiste facilitée par un régime d'abus administratifs. À la même époque, l'honnête gouverneur de Mojos, Matias Carrasco, démissionnaire de sa charge, dressait un état désolant de la situation, tout en déplorant l'impossibilité de faire appliquer de quelconques réformes. Ces abus expliquent le rejet par les autochtones des conditions de vie qu'ils subissent. Il en résulte la fuite de beaucoup, avec leurs familles, pour créer de nouveaux villages cachés dans le *monte*\* (la brousse) ou au Brésil, loin des exactions du clergé ou des autorités.

Une autre conséquence, notée par les préfets, est le recul durable de la démographie départementale comme le déclin de l'éducation et de la pratique religieuse. Enfin, les maladies et les épidémies sont favorisées par de lamentables conditions d'hygiène et expliquent, avec la pratique d'une forte consanguinité locale, la baisse démographique. Par conséquent, l'activité économique est réduite.

Pour La Paz, le Beni se résume à une colonie d'exploitation à caractère rural qui rapporte au Trésor par les moyens suivants : taxes, impôts et, surtout, la vente du bétail qui est sa seule richesse importante. On signale aussi que quelques gouverneurs corrompus n'hésitent pas à vendre en toute impunité, au Brésil proche, des contingents de travailleurs indiens.

Ce tableau demeure inchangé jusqu'aux années 1860, décennie où se produit un fait nouveau avec l'apparition d'un début de navigation commerciale. Plusieurs dizaines d'embarcations, aux équipages formés d'Indiens de Trinidad, se risquent chaque année à transporter peaux, graisses et quinquina de Caupolicán par le port de Rurrenabaque vers l'Atlantique, en bravant les cachuelas du Madeira et les embuscades des tribus indiennes indépendantes. À la fin des années 1870, la période d'immobilité du Beni s'achève.



*LE CAOUTCHOUC OU L'ENTRÉE EN MONDIALISATION DE L'AMAZONIE*

Le réveil de l'orient amazonien obéit à plusieurs facteurs. Le premier est frontalier avec les revendications brésiliennes. Elles répondent à des ambitions géopolitiques anciennes visant le contrôle de l'ensemble du bassin amazonien, alors menacé par les pressions internationales qui exigent la liberté de navigation. Enfin, en économie, c'est la recherche du monopole du caoutchouc.

En 1867, le Brésil obtiendra de la Bolivie la signature d'un traité de « Paix, Frontières et Commerce ». Par cet acte, la Bolivie renonçait à l'ancienne ligne frontière coloniale du Madeira-Yavari, ce qui donnait au Brésil un accès direct du bassin du Madeira à celui de l'Itenez (Guapore) via le Mamoré. Cette cession entraînait la perte d'un territoire d'une superficie d'environ 200 000 km<sup>2</sup>, mais laissé totalement inexploré et dépeuplé, à l'exception de quelques petites colonies d'agriculteurs et collecteurs sur les berges du Madeira. En échange, le Brésil reconnaissait à la Bolivie sa souveraineté sur l'amont des cours des ríos Purus, Yurua et Yavari, toutefois revendiquée aussi par Lima. Ce traité fut très critiqué en Bolivie, d'autant plus qu'il avait été avalisé par un dictateur de triste réputation, Melgarejo<sup>12</sup>.

*Le chemin de fer du diable*

En 1868, l'encre du nouveau traité de limites à peine sèche, Río de Janeiro dépêcha la mission des frères suisses Keller (1870) afin d'explorer le Madeira et d'évaluer le potentiel économique du Beni. Il en résulta une étude économique des lieux avec le recueil d'une information estimable, pour l'époque, car permettant de proposer des projets de mise en valeur des rives du Madeira et du Beni.

Les frères Keller ont noté la croissance du trafic fluvial bolivien, avec 700 t de marchandises transportées par une soixantaine de barges par an. De plus, le caoutchouc commençait à être exploité sur les berges du Madeira, avec 600 t. Il s'y ajoutait la noix du Brésil\*\*, le cacao et les vastes perspectives ouvertes par la reprise d'un élevage laissé à l'abandon. Les Keller avaient constaté que, malgré l'existence de ces ressources potentielles, la pauvreté de la population était générale et aggravée par les famines et les épidémies qui l'accablaient. Ils avaient critiqué aussi les abus de l'administration comme l'hostilité latente séparant les Indiens et les Créoles.

À partir de ces constats, ils avaient proposé des mesures favorisant l'essor du commerce local en l'attirant vers les grands fleuves brésiliens et l'Atlantique. Cette perspective coïncidait avec une clause du traité de 1867 prévoyant la création d'une voie ferrée unissant le Madeira au Mamoré, en contournant les 300 km de rapides et ouvrant ainsi le Beni au grand trafic.

Ce « chemin de fer du diable » ne vit le jour qu'en 1913, après deux vaines tentatives qui se heurtèrent à la jungle, aux fièvres et aux tribus indépendantes indiennes, entraînant des milliers de morts et de lourdes pertes financières. Paradoxe de l'économie et ironie de l'histoire, en 1910, la chute de l'exploitation du caoutchouc sud-américain avait commencé, due à la concurrence des nouvelles plantations asiatiques, ce qui rendit vite cette voie ferrée obsolète.

### *La mise en place du boum du caoutchouc*

Dès 1870, les premiers pionniers de la collecte du caoutchouc tentèrent de s'organiser pour assurer sa commercialisation, mais les résultats restèrent limités.

C'est à partir de 1875 que commence une étape capitale de l'histoire de l'Amazonie bolivienne, qui est marquée par l'exploitation du caoutchouc. Un médecin de La Paz, Antonio Vaca Diez, en fut un des pionniers. Pour échapper à des persécutions politiques, il avait rejoint son père, le colonel Vaca Guzman, qui était alors un des patrons de la collecte du quinquina. Sur ses conseils, il acheta, en 1876, le *siringal*\* Naruru, qu'il nomma San Antonio, une propriété située au nord de Reyes et où il commença, avec vingt puis cinquante péons, à exploiter les hévéas.

L'installation à Reyes, en 1877, de Nicolás Suárez, alors modeste et laborieux colporteur, est un autre tournant. Il consent, en effet, des prêts gagés sur hypothèques aux collecteurs de caoutchouc à l'activité naissante. Vaca Diez obtiendra ainsi de N. Suárez un emprunt lui permettant de développer son exploitation. Une collaboration aux amples perspectives s'amorçait ainsi entre les deux hommes, qui deviendront les rois du caoutchouc.

En 1881, les premières productions de caoutchouc sont livrées, soit 7 t environ, et Vaca Diez peut rembourser à Nicolás Suárez le crédit consenti et obtenir d'autres emprunts plus importants pour financer un nouveau projet. En effet, il s'était lié, au cours de ses reconnaissances de terrain, avec des Indiens aronaas établis sur les rives du río Orton, en pleines jungles inexplorées, à 500 km au nord de Reyes. Ces Indiens lui envoyèrent ensuite une délégation à Reyes pour l'inciter à venir s'installer chez eux.

### *Vers les terres inconnues du río Orton*

Vaca Diez accepta l'offre, car ses hévéas s'épuisaient sur son exploitation, aussi le río Orton représentait une alternative pour y implanter un nouveau centre d'activité.

Deux motifs le guidaient : disposer de la main-d'œuvre des accueillants Indiens aronaas, et utiliser des informations de première main d'un de ses amis, le médecin américain Heath<sup>13</sup>. En explorant la région

– et surtout le cours du Beni –, Heath avait découvert l'abondance des hévéas sur les rives du río Orton et communiqué ses informations à l'aventureux Vaca Diez.

L'initiative prise par Vaca Diez devait déclencher la course des *caucheros*\* pour s'approprier les riches terres à hévéas du bassin du Madre de Dios<sup>14</sup>. Le père Nicolás Armentia (1887-1888) notait l'existence de treize gomales dès 1883 et évoquait ceux de l'Acre qui, à l'époque, restait une contrée presque inconnue des Boliviens. La compétition était rendue d'autant plus âpre que la hausse des cours du caoutchouc se poursuivait en déchaînant les convoitises<sup>15</sup>.

Aussi, Vaca Diez contracta un nouveau prêt de 500 000 livres sterling auprès de la maison Suárez afin d'assurer l'exploitation du río Orton. En 1881, il envoyait deux nouvelles expéditions reconnaître le Beni inférieur et les rives du Madre de Dios et préparer l'installation de ses futurs établissements.

Dans une de ses publications (1894), Vaca Diez narre – certes en édulcorant les détails certainement peu édifiants – son installation dans les nouvelles terres du río Orton. Il dut d'abord « réduire », c'est-à-dire sédentariser dans la terminologie espagnole, les Indiens caripunas, ennemis de ses alliés araonas. Mise en esclavage sur les nouvelles exploitations du caoutchouc ou fuite au loin semblent avoir été leur tragique alternative. Vaca Diez réussit à développer l'exploitation des hévéas qui abondaient tout en jugulant une révolte de ses péons restés sans vivres. Ensuite, il put ravitailler ses travailleurs tout en luttant contre ses nouveaux voisins attirés par son succès : les Salvatierra, un clan redoutable d'exploitants d'hévéas<sup>16</sup>. Le résultat, en termes économiques, fut positif. Vers 1890, Vaca Diez non seulement était le seul maître des confins du río Orton, mais il dominait une partie du río Tahuamanu. Après Nicolás Suárez, il représentait la grande puissance du Beni. Enfin, il avait été élu sénateur et il avait fondé la *Gaceta del Norte* pour défendre ses intérêts. Poussé par son succès, il échafauda en Europe, à partir d'une entente avec Nicolás Suárez et le Péruvien Carlos Fitzcarraldo ou Fitzcarrald<sup>17</sup>, un autre roi du caoutchouc, de grands projets de colonisation et de production sur le Madre de Dios, l'Inambari et le Manu.

Toutefois, ces projets capotèrent face aux réactions du Pérou et du Brésil, qui lui imposèrent de lourds droits douaniers. S'y ajouta la fuite à Iquitos des quatre cents travailleurs qu'il avait recrutés en Espagne. Peu après, en 1897, sa noyade accidentelle, avec celle de Fitzcarraldo, lors du naufrage du bateau de ce dernier, consommait la fin de ses ambitions devenues démesurées. Les biens hypothéqués de Vaca Diez passèrent à la maison Suárez, son créancier, qui devint ainsi la première puissance économique du Beni.

*La maison Suárez : une noble entreprise*

Les Suárez étaient les rejetons d'une famille nombreuse de petits commerçants originaires de Santa Cruz (Fifer, 1981). Nicolás, l'aîné, vint faire très jeune du commerce ambulancier sur les ríos Itenez et Mamoré pour y trafiquer avec les collecteurs de quinquina, d'où sa connaissance de la famille Vaca Díez. Il eut, lors d'un passage à Cachuela Esperanza sur le río Beni, quasiment à l'entrée des rapides du Madeira, une intuition prémonitoire en percevant la vocation portuaire de ce site vierge appelé à devenir une escale obligée de transbordement. Il décida de s'y établir, ce qui devait donner naissance à une brillante fortune.

Nicolás Suárez s'attacha alors à monopoliser le trafic fluvial pour ses bateaux et à prélever des taxes sur les cargaisons et des droits d'entrepôts ; or le trafic Beni-Madeira allait croissant, passant de 22 embarcations en 1882 à 126 en 1885. D'autres explications à la suprématie de la maison Suárez se trouvent dans l'installation d'une représentation commerciale à Londres, dirigée par son frère Fernando qui fut aussi consul de Bolivie et de succursales à Manaus, la capitale de l'Amazonie du caoutchouc, mais aussi au port brésilien de Belem, ouvert sur l'Atlantique, tout comme à San Antonio, la grande escale du bas Madeira, peu avant les chutes.

À côté de cette maîtrise du commerce, ses efforts allaient tendre, avec le même succès, au contrôle d'une grande partie de la production du caoutchouc. Pour cela, il utilisa deux moyens. L'un était l'obtention de terrains riches en hévéas, sous forme de concessions du domaine public, l'autre résidait dans la saisie des propriétés des patrons endettés et devenus insolvables.

Enfin, les Suárez créèrent un vaste élevage de bovins, pour assurer le ravitaillement des stations d'exploitation ou *barracas*\* du Beni et de l'Acre. Ils se trouvaient, en 1910, avec le succès de leurs entreprises, en possession de dix millions d'hectares dont une partie débordait au Brésil et au Pérou. En 1913, la maison Suárez contrôlait 60 % de la production de caoutchouc du Beni. Néanmoins, cette date est doublement symbolique. C'est, d'abord, après deux coûteux échecs, la date de l'achèvement de la voie ferrée du Madeira-Mamoré, mais c'est aussi la confirmation de la chute définitive des cours du caoutchouc. Commencée en 1910, la crise définitive de l'exploitation de l'Amazonie, face à la nouvelle concurrence asiatique, fait figure de cataclysme. Le glas de l'empire Suárez avait sonné, bien qu'il ne devienne effectif qu'après 1925.

*Une exploitation sans vergogne*

Deux types de phénomènes expliquent l'aisance avec laquelle le Beni a été soumis à un système d'exploitation draconien, aussi durable que systématique, lors du boum du caoutchouc.

En premier lieu, la société du Beni était inscrite dans un moule, celui du « commandement » traditionnel, récupéré des chefferies indiennes par les jésuites qui le façonnèrent, non sans une adroite pédagogie, durant un siècle. Deuxièmement, après l'expulsion de ces missionnaires en 1767, le Beni traversa une longue période de décadence générale. Elle a été aggravée par les nouvelles conditions désolantes apportées par l'ère du caoutchouc débutant en Bolivie autour de 1880.

Les rapports des missionnaires concordent, comme ceux des voyageurs ou des témoins administratifs, pour constater les effets visibles de cet effondrement. En 1907, le père Aberasturi déplore l'état d'abandon et de misère des missions de Covendo, Tumupasa et Ixiamas. Consanguinité et mariages précoces y accablent les indigènes. Les jeunes, séduits par les promesses des recruteurs, sont partis travailler aux gomales ou sont employés comme rameurs. Chez les plus âgés, paresse, vol, ivrognerie et endettement sont les vices courants.

Le préfet Aguirre, en 1885, dressait un constat similaire en dénonçant le tarissement de toute activité économique autre que le caoutchouc.

Il apparaît aussi que le régime des missions ne convenait pas à tous les Indiens. Armentia (1883), tout en prenant la défense du missionnaire Ciuret, note que ses ouailles colportent des faux bruits : « Les pères savent fouetter et font travailler, c'est pour ça que mieux vaut vivre dans les bois qu'avec eux. » Le père Sanz (1888) consigne, au sujet des Indiens mosetenes du Beni, qu'ils « ... sont devenus doux à force de corrections et de réprimandes journalières du père ». Vers 1900, selon un autre visiteur missionnaire, le curé de Cavinás s'enrichissait en faisant produire par ses Indiens du riz qu'il revendait à un prix élevé aux péons du caoutchouc, situation identique qu'évoque aussi l'affairiste anticlérical qu'était Vaca Díez, pour la cueillette du quinquina qui était monopolisée par des missionnaires usant et abusant de leur main-d'œuvre indigène gratuite. Le père Cardús (1886), lors d'une visite pastorale des missions, constatait leur état d'abandon assez généralisé. Les causes en étaient l'arrêt des activités du tissage, le peu de soins apportés à l'agriculture et, surtout, les recrutements pour les gomales. Aussi demandait-il l'abolition du recrutement pour la récolte du caoutchouc et l'envoi de nouveaux missionnaires afin de revitaliser les missions sommeillantes. Cette recommandation devait rester lettre morte avec l'extension régulière d'une collecte du caoutchouc toujours plus exigeante en main-d'œuvre.

Un délégué national, J. M. Pando, qui proposa une réforme moralisant l'*enganche*\* (le recrutement), échoua et, bien qu'ancien président de la République, il dut finalement démissionner. Un autre visiteur des missions, le père Ducci (1895), relate la triste condition des autochtones du Beni : « Ils vivent aujourd'hui sous l'oppression d'une race qui, après les avoir réduits à la misère, les arrache à leurs familles pour les faire mourir dans les gomales perdus du Beni. » Aussi, note-t-il,

les Indiens refusent de revenir dans leurs villages : « Pourquoi aller chercher la mort ? » Ils préfèrent fuir en forêt.

L'esclavage, un vieil héritage reçu des Incas par les Espagnols, est enraciné semble-t-il dans les comportements d'une société où la servitude est considérée comme naturelle. Evans, un explorateur anglais, consigne dans nombre de familles créoles que l'esclavage domestique est de règle : « Beaucoup de propriétaires ont un enfant kidnappé qui est traité comme un animal familier ou, s'il est plus âgé, mis au travail. »

Saucedo Limpias, un écrivain régional, a décrit les types de servitude du Beni : les *criados*\* ou enfants de Créoles, adoptés et travaillant dans la maison ; les *barbaritos*\* ou petits sauvages, capturés et élevés chrétiennement par un maître ; enfin, les *contratados*\* ou travailleurs sous contrat, endettés souvent à vie auprès de leurs patrons. En 1913, Vaca Chavez, préfet du Beni, note que les domestiques sont transmis en héritage ou remis pour dettes aux créanciers, une pratique reconnue par les autorités locales. Ajoutons, enfin, l'existence de lupanars rustiques, mais à tarifs élevés, dans les barracas, qui vendaient les charmes d'Indiennes raziées ou de paysannes pauvres de Santa Cruz.

Ces structures sociales, nourries et développées par la servitude, ont été renforcées par le système de la barraca tel qu'il a fonctionné en Bolivie et au Pérou. Le patron d'une barraca dirigeait, en effet, un magasin d'exploitation où ses travailleurs disposaient d'un compte ouvert, gagé sur leur solde et sur lequel leurs achats étaient imputés. Toutefois, les péons illettrés étaient incités à des achats importants surtout en alcool, aussi les comptes, peu ou mal tenus, avaient tendance en général à dépasser largement les salaires. Aussi, en toute légalité, le péon restait endetté et devait travailler sans jamais recevoir d'argent, ou bien il était payé en caoutchouc qu'il revendait au patron, mais bien en dessous des cours réels. On estime que le bénéfice net du patron pouvait atteindre jusqu'à 70 % de la valeur des produits vendus.

Le colonel Fawcett, bien que parvenu seulement en 1906 dans le nord du Beni, aura l'occasion de déplorer les conditions de vie lamentables des péons lors de ses déplacements sur les fronts pionniers. La chasse aux Indiens ou *correria*\* permettait aux barracas de s'approvisionner en main-d'œuvre et en femmes pour satisfaire les besoins locaux. Les abus étaient d'autant plus graves que l'impunité était garantie avec l'absence d'autorité et l'isolement ; ces excès sont, écrit-il sans litote, « ... réalisés par des dégénérés cherchant un enrichissement rapide ». Ce jugement est confirmé par un évêque bolivien pourtant très nationaliste, le père Armentia (1883). À Riberalta, capitale du Territoire des colonies, des sociétés de commerce fournissaient des captifs indiens enlevés à la demande des entrepreneurs. Ce sont les recruteurs de l'une d'entre elles qui sont évoqués, en 1895, dans le rapport du délégué du gouvernement Paz qui fait état sur le Madre de Dios de « ... l'arrivée de 114 sauvages chayas, hommes, femmes et enfants amenés pacifiquement ».

Le patron français Mouton, un amphitryon de Luigi Balzan, qui le remercia dans son journal et ne formula curieusement aucune critique directe à son égard, jouissait d'une réputation de fieffée canaille. Installé depuis 1890 sur le río Madidi, ce soi-disant ex-pharmacien parisien était devenu le gérant de la barraca Mirlitonville<sup>18</sup>. Il la dirigeait d'une main de fer pour le compte des sociétés Farfán de La Paz et Devès de Paris et il fut mis en cause, en 1896, par les autorités boliviennes. On lui reprochait officiellement, et non sans hypocrisie (car ce genre d'action fut monnaie courante), d'avoir mené une expédition de représailles contre une tribu de Guarayos qui avait assassiné, sur le río Madidi, le neveu de J. M. Pando et l'ingénieur français Muller. Après le massacre d'une soixantaine d'hommes de cette tribu, Mouton aurait rabattu en plus « sept canoës de captifs et un bébé de quatre mois... », selon le rapport rédigé par la Section topographique de Cochabamba.

Ballivián, qui, en 1896, passa à la tête d'une mission d'exploration à Mirlitonville, consigna à propos de Mouton que « ... sa sombre renommée et ses actes cruels se sont élevés jusqu'à la connaissance du gouvernement suprême ». Il comprend néanmoins les problèmes existant ici « ... au milieu de rares bons éléments qui furent recrutés par les agents de la maison Farfán à Arequipa, au Pérou et à La Paz ».

Autre symbole des mœurs de l'orient, le recours systématique au fouet pour punir les plus diverses infractions. Le fouet, notent Balzan, Fawcett et bien d'autres, est d'un usage courant pour sanctionner le mauvais travail des péons. Le patron de la barraca Palestina, lui, fouettait jusqu'à la mort, selon des témoignages. L'alcool, le désespoir, la couardise (car les tribus indiennes indépendantes rôdent autour des barracas) et la rareté des « gens de qualité » (comme le déplorent le général Pando et le D<sup>r</sup> Vaca Díez) expliquent cette situation. Aussi la vie est-elle brève sur les gomales, avec les maladies (béribéri, leishmaniose et paludisme), les flèches empoisonnées, les serpents, la malnutrition ou les conserves frelatées.

Dans ces conditions, l'espérance de vie d'un péon n'excède pas cinq ans en moyenne sur les rives du Madeira et elle est limitée à trois ans sur l'Acre. Les Carayanas ou natifs de Santa Cruz recrutés pour les gomales sont conduits au fouet tandis que les femmes sont mises aux enchères publiques lors des foires de caucheros. Cette situation n'est pas vraiment surprenante, surtout si l'on s'en réfère à la lecture des quelques journaux d'époque et à certains commentaires naïfs. Ne lit-on pas, écrit en toute impunité dans la *Gaceta del Norte* de 1889, que « le sauvage est un fauve qui attaque sans distinction ; à un fauve, il faut donner la chasse »... Certes, on ne peut pas faire grief à ce journal, tenu par Vaca Díez, de ne pas produire aussi un point de vue plus humain : « C'est une triste vérité de dire que les sauvages ont reçu dans le passé des offenses allant jusqu'à voir leurs enfants enlevés par les chrétiens. » Toutefois,

en citant des correspondances du Madre de Dios, le journal *El Beni* du 15 octobre 1884 annonçait « la conquête de douze tribus sauvages qui se trouvent maintenant soumises et aux ordres des patrons des barracas ». Cela confirme, si besoin en était, toute la froide et légale réalité des abus commis au Beni du caoutchouc.

Le général Pando (1894), le bâtisseur de la souveraineté bolivienne sur le Beni, ne cache pas des jugements qui seront ultérieurement encore plus extrémistes, après l'assassinat de son neveu par les Guarayos en 1896. « La peste et l'épuisement du gibier achèveront d'éloigner les sauvages non réduits », affirme-t-il. Reste que sa conviction est faite ; bien sûr, Pando dénonce les battues contre les indigènes, mais l'Indien représente un anachronisme par son mode de vie. Incapable de s'intégrer dans le nouvel ordre, il est conduit à disparaître progressivement. Aussi justifie-t-il la façon de commander de Vaca Díez sur le río Orton où ses « péons sont soumis à une discipline sévère et inflexible ». Pando dénonce, néanmoins, les abus propres au Beni. Homme de droit et d'ordre, il a été l'avocat non écouté de mesures de protection légale des travailleurs des barracas « pour continuer cette espèce de colonisation ».

Le père Armentia, au nom de la souveraineté bolivienne, n'a pas hésité à recommander la construction d'un chemin de fer du Madre de Dios à l'Acre. Pour ce père, son intérêt serait, en suscitant la colonisation, de permettre la récupération des « bras indiens » pour les employer au portage ou à la navigation. Les barbares « ... en plus de constituer une tache blanche sur la carte de Bolivie<sup>19</sup>, représentent une menace et un danger constant », précise-t-il, somme toute fort peu chrétiennement.

En 1913, alors que la crise de mévente du caoutchouc frappe l'Amazonie, le délégué de l'époque, Arauz, insiste une fois de plus, après d'autres fonctionnaires tout aussi impuissants, pour que des mesures légales assurent enfin la protection des Indiens sous peine de leur disparition « ... même si s'élevait le cri de ceux qui comptent leur fortune par le nombre de bêtes et d'Indiens qu'ils possèdent ».

### *Le cosmopolitisme*

Le recensement de 1909 est significatif. La population du Territoire des colonies, créé en 1893 par son détachement du Beni, est de l'ordre de 60 000 habitants, pour 209 000 km<sup>2</sup> environ. Il subsiste, estime-t-on, toujours 15 000 Indiens insoumis (contre 40 000 lors des explorations de Pando). Quant à la population dite « civilisée », elle est cosmopolite avec 50 % de Boliviens, 25 % de Brésiliens, 15 % de Péruviens et 10 % d'autres nationalités.

Le commerce, la clef de l'activité, est aux mains d'entreprises étrangères, soit françaises (maison Braillard, sociétés Picollet et Devès), soit allemandes (Seiler, Barber), voire même tchèques (Komarek sur le Mamoré).



La livre sterling est utilisée couramment comme monnaie d'échange bien que décotée localement de 70 %, autre tromperie commerciale.

Villa Bella, le port fluvial et l'entrepôt du nord du Beni, abrite une multitude de colporteurs dits turcs, en fait d'origine libanaise, syrienne ou juive (alors sujets de l'Empire ottoman), qui commanditent un important trafic vers les barracas. Pando a déploré cette situation et les conséquences de la présence d'une « ... population flottante et peu distinguée qui est mélangée avec des Péruviens, Colombiens, Espagnols, Italiens et Brésiliens aux instincts peu pacifiques ».

### *Les réduits des barbares*

Le Beni, c'est aussi ses Indiens, acteurs souvent passifs sinon invisibles dans trop de documents. Ils sont pourtant bien présents car au centre du drame que nous n'avons évoqué qu'indirectement jusqu'ici.

À côté des Indiens convertis, c'est-à-dire placés en réduction sous la houlette missionnaire ou soumis à l'autorité civile, il existait de nombreux groupes d'Indiens indépendants ou *bravos* hostiles à un quelconque encadrement administratif. Le père Cardús les évoque négativement : « Les tribus sauvages qui occupent les frontières étaient nombreuses il y a peu, et quelques-unes si féroces et si guerrières qu'elles ont occasionné beaucoup de dépenses et fait de nombreuses victimes, aussi jusqu'à nos jours ont-elles été le fléau et la terreur des populations de leur voisinage. »

Il y eut plusieurs types de réactions des Indiens face aux Blancs nouveaux venus. Vaca Díez fait état de sa bonne entente avec les Araonas, d'où son installation pacifique, selon lui, sur les rives du río Orton ; Mariaca, un collecteur lettré du caoutchouc – une exception donc –, note l'accueil amical qu'il a reçu de petits groupes d'Indiens cavinés et araonas. Mercier comme Heath, tous deux coureurs aventureux des jungles inexplorées, ne notent aucune hostilité particulière à leur égard. Bien avant eux, sur le Madeira, l'expédition Palacios de 1844, si elle prit des mesures de précaution, ne fut pas attaquée, pas plus que celles de Gibbon en 1852 et des frères Keller en 1867.

Néanmoins, l'hostilité des Indiens n'est pas un mythe. Ainsi, dans une région que Balzan n'a fait qu'effleurer, le cours de l'Itenez, les Indiens, jusqu'en 1936, restent de farouches adversaires des Blancs qui s'aventurent chez eux (Leigue Castedo, 1959). Le père Armentia, Pando et bien d'autres apportent de nombreux témoignages sur les tribus guerrières de Caupolicán, qui n'hésitent pas à dévaster les missions, attaquer les convois et piller les haciendas dont ils emportent femmes et enfants.

Les rapports officiels comme les récits de voyageurs, si on les interprète en restituant leur non-dit, ouvrent quelques pistes. Qui a pâti en premier lieu de l'hostilité des tribus indépendantes indiennes ? En général, ce sont les collecteurs du caoutchouc, caucheros et *seringueros* \*, les commerçants ou les membres de missions d'exploration, tous à leur contact direct.

Avec les collecteurs vint la rudesse des rapports sociaux, conséquence de leur basse extraction. Ils accaparaient de plus les cours d'eau, abattaient les arbres, installaient des barracas, créaient des champs dans la forêt, chassaient, pêchaient, etc. Ils étaient donc en compétition directe pour l'appropriation du milieu naturel et de ses ressources avec les tribus locales. À ces contacts initiaux hautement perturbateurs en milieu forestier s'ajoutaient les abus humains ou les malentendus nés de cultures différentes. Après la séduction des filles des bois suivait leur rapt puis, lorsque les représailles survenaient, on déclenchait des expéditions punitives. Un cycle de violence réciproque s'est ainsi instauré. Il a été aggravé par les conditions imposées par les nouveaux termes de l'échange économique mis en place entre natifs et Blancs. L'alcool devenait ainsi, dans le troc avec les tribus, un instrument de pouvoir et de pression, de même que la possession d'armes à feu, de la camelote européenne et des outils en fer.

Si la tribu adhérait au nouveau circuit, elle devait ensuite accepter le travail chez les caucheros, sinon, en cas de refus, les hostilités éclataient et sa destruction menaçait sauf fuite du groupe. Sur le río Purus, les Indiens, face aux razzias des Brésiliens, abandonnèrent tous les villages à portée des canots des seringueros pour se réfugier sur la partie d'amont non navigable des cours d'eau. Il en fut de même sur les rives du Beni où, très vite, les Indiens soit entrèrent dans l'économie de la barraca, soit se retranchèrent dans les forêts et sur les rives escarpées en amont des ríos pour lancer des raids sur les établissements des Blancs.

Vaca Diez, un acteur averti de la scène locale, a relaté les risques spécifiques de la vie des patrons du caoutchouc, souvent en butte à une violence généralisée. La liste est longue de tous ceux, bons ou mauvais maîtres, employés discrets ou travailleurs anonymes qui, dans les gomales ou lors de l'attaque des barracas, furent tués par les Indiens ou victimes de règlements de comptes entre rivaux du caoutchouc. Nicolás Suárez, patron paternaliste avec ses employés, n'a pas hésité à venger un de ses frères, tué lors d'une embuscade des Caripunas sur les chutes du Madeira, en plaçant des bonbonnes d'alcool empoisonné dans le territoire de la tribu coupable.

Un autre facteur qui explique l'hostilité des tribus est l'entrée des Créoles en forêt. Involontairement certes, ils introduisaient les maladies dont ils étaient porteurs et qui décimaient les tribus. Cela explique parfois l'hostilité systématique déclenchée par leur approche. Enfin, un autre type de comportement est à noter. Il est propre à certaines tribus en lutte contre des ennemis traditionnels. Elles recherchaient, en effet, l'alliance avec les Blancs pour les aider dans leurs conflits. C'est le cas probable de l'appel fait à Vaca Diez par les Araonas afin de se débarrasser des Caripunas.

Précisons que, si Balzan daube sur les pratiques des missionnaires, qui ne sont certes pas exempts de reproches graves, ils furent les seuls à tenter de protéger les tribus placées sous leur houlette, à s'efforcer d'améliorer leur mode de vie et à les défendre contre les pressions de l'administration,

les abus des commerçants ou les rafles des recruteurs de main-d'œuvre. La quasi-absence de missions religieuses dans le nord du Beni ou bas Beni, lieu privilégié de l'exploitation du caoutchouc, est très certainement une explication de la gravité durable des excès qui s'y produisirent, comme de l'impunité scandaleuse assurée à leurs auteurs. On comprend mieux ainsi l'exigence formulée à partir de 1880 par les milieux d'affaires et les colons, d'une laïcisation des missions, que ce soit au Beni avec les Guarayos ou dans le Chaco avec les Chiriguanos. Elle exprime une double visée : l'accaparement des terres indiennes et l'appropriation d'une force de travail rare, mais rendue bon marché.

*BALZAN REVISITÉ : UN AGENT INCONSCIENT DU COLONIALISME ?*

Toutefois, revenons à Balzan, et à ce qui fut l'objet principal de son périple : la quête de richesses botaniques.

L'intérêt pour la botanique, se manifestant avec force en Europe à partir du XVII<sup>e</sup> siècle, est-il purement gratuit, se résumant à un engouement des salons mondains ? Ressort-il, au contraire, de préoccupations nettement plus mercantiles (Nieto, 2000) car étroitement liées à une mise en exploitation systématique des richesses naturelles de la planète ?

La recherche de nouveaux produits végétaux devient une préoccupation dominante dans les contacts établis entre l'Europe occidentale et l'outremer à partir des premières grandes expéditions maritimes de découverte (Bourget et Bonneuil, 1999). Après la phase de prospection, l'Europe passe à l'acclimatation des plantes exotiques, que ce soit en Hollande, en Angleterre, en Espagne ou en France, des pays qui inaugurent les premiers jardins botaniques sous la protection royale. Le plus ancien serait celui de La Orotava à Puerto de la Cruz, sur l'île de Tenerife, remontant au règne du roi éclairé d'Espagne Charles III. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, la recherche devient plus systématique dans les terres lointaines ainsi qu'en témoigne la participation de botanistes à de grandes expéditions scientifiques.

Pour l'Amérique du Sud, signalons, côté français, Jussieu et Bouguer qui accompagnèrent La Condamine, les botanistes Commerson et de La Billardière, qui voyagèrent avec Bougainville et La Pérouse. À l'étranger, relevons de grands noms de la botanique : Banks, Solanger, Forster ou Reinhold, qui suivirent les voyages de Cook.

L'intérêt suscité par la connaissance des vertus des produits naturels et leurs bénéfices économiques sont tels que les pratiques de piraterie deviennent la règle. Dès 1777, Menonville avait tenté de dérober au Mexique des souches de cochenille, tandis que, peu avant lui, le Suédois Forsskal camouflait sous une grille lexicologique cryptée ses trouvailles faites dans la péninsule arabe.

Aussi ne peut-on s'étonner que le président Francia, tyran notoire du Paraguay, ait durablement incarcéré à partir de 1821 le botaniste Bonpland<sup>20</sup>,

qu'il suspectait d'espionnage économique. Six décennies plus tard, l'ouvrage du Dr Bourgade de La Dardye (1889) ne consacrait pas moins de huit de ses chapitres à la seule description de l'utilité économique des arbres et plantes du Paraguay.

Néanmoins, le résultat est là : poussée par ces préoccupations mercantiles comme scientifiques, la connaissance botanique a avancé à pas de géant. De quelques centaines d'espèces connues au XV<sup>e</sup> siècle, on passe à 6 000 au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, et à plus de 100 000 à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

Quant aux conséquences économiques et humaines de ces découvertes et du pillage qu'elles suscitent, on doit signaler, pour l'Amérique du Sud seulement, que deux produits à haute valorisation internationale seront piratés et leurs semences acclimatées avec succès en Asie par les Européens au XIX<sup>e</sup> siècle : le quinquina et le caoutchouc. Pendant près d'un siècle, ces deux produits furent, dans cet ordre chronologique, des sources de revenus importants des pays andins (Colombie, Équateur, Pérou et Bolivie) pour le quinquina entre 1820 et 1870, et de l'ensemble des pays du bassin amazonien pour le caoutchouc entre 1870 et 1910.

C'est dans ce contexte mercantile, où la collecte botanique n'a peut-être plus l'innocence d'une douce manie et alors que la conquête coloniale du monde bat son plein, que se situe le périple de Balzan. Toutefois, ne faisons pas de cet intellectuel, généreux et passionné, un complice de ces prédatations. En effet, Balzan apparaît tout au long de son récit comme un débutant zélé, et bien peu comme un botaniste chevronné représentant des intérêts mercantiles. Certaines de ses descriptions floristiques en témoignent car elles sont plus alimentées par un indéniable enthousiasme que par la sûreté du diagnostic.

Balzan est ainsi loin de pouvoir prétendre à l'expérience et aux qualités scientifiques d'un Alcide d'Orbigny, qui explora ces mêmes régions soixante ans auparavant et qui, lui, fut très attaché aux aspects économiques liés au milieu naturel et à son exploitation.

Ces remarques conduisent à s'interroger sur la personnalité de Balzan, du moins telle qu'elle se profile en filigrane dans son texte. On découvre, au fil de sa lecture, un spectateur engagé mais introverti qui, néanmoins, témoigne et prend parti dans le champ social de l'orient bolivien.

Notons chez lui le net sentiment de son appartenance au milieu social et culturel de la bonne société postcoloniale sud-américaine : salutations aux autorités consulaires, visites de courtoisie, politesses aux autorités scientifiques ou aux notables, goût des réceptions dans les salons mondains de La Paz, etc. Balzan est peut-être un routard, mais qui ne s'encaille pas car issu d'un milieu social choisi. On doit noter aussi la distance implicite qu'il établit avec les personnes frustes et de condition modeste qu'il est obligé de côtoyer et de subir, ce qui exclut, chez lui, toute la familiarité typique des Latinos. On sent, que ce soit avec les *rotos*\* chiliens, les frustes portefaix indiens comme avec les métis (*cholos*\*) de La Paz, à l'incivilité facile,

ou bien avec les machos avinés des bourgades du Beni, sa retenue voire son dégoût d'honnête homme qui ne se mêle pas. Il l'écrit d'ailleurs : « ... pour un Européen qui entend garder son identité ». Aussi, carnivals, réunions dites sociales ou autres fêtes arrosées sont-ils jugés sévèrement et fustigés. On retrouve cette distanciation dans ses évocations réprobatrices des mœurs locales et de leur cortège de turpitudes : concubinage effréné, enfants illégitimes, conduites dévoyées des femmes, comme des hommes, créoles.

Quant aux Indiens, Balzan témoigne de sentiments ambigus. Autant il est admiratif de leur savoir-faire traditionnel qui nous vaut de longues et complexes descriptions, autant sent-on sa réserve, voire ses préventions envers eux. Ne leur reproche-t-il pas, par exemple, d'accepter des conditions de vie inhumaines leur interdisant tout progrès en agriculture ?

Ce jeune naturaliste, pourtant expatrié depuis cinq ans au Paraguay, se refuse, curieusement pour un scientifique, à toute relativisation des scènes, certes peu ragoûtantes, qu'il observe. Son esprit, bien que critique, ne recherche aucune explication sociologique au vide et à la désespérance que porte cette société croupion de l'orient. Certes, Balzan condamne sans appel les mauvais traitements subis par les Indiens et l'ostracisme social qui les marginalise. Cependant, ses propos sont plus inquiétants lorsqu'il semble considérer à plusieurs reprises que, finalement, une sorte d'indignité naturelle cautionne et légitime l'usage du fouet. On pourrait craindre ainsi que Balzan n'ait adhéré implicitement à certaines thèses empruntées au darwinisme social et qui faisaient florès à l'époque, notamment dans les salons créoles huppés d'Amérique du Sud.

Au sujet de l'Église et ses missionnaires, Balzan passe de la réprobation à l'indignation, seule la mission « progressiste » de Guarayos trouvant grâce à ses yeux. Pour lui, les missions ne sont que de vieilles lunes appelées à disparaître sans appel. On peut regretter qu'une certaine inculture historique l'empêche de s'appuyer sur une vision rétrospective des faits qui n'aurait pu que tempérer et relativiser certaines de ses vives et injustes critiques.

À propos du milieu humain du caoutchouc où sévit une véritable faune, Balzan donne quelques avis pertinents et bien saisis. On peut regretter cependant là aussi que, par manque d'informations plus étayées, il ne nourrisse pas mieux certains de ses passages. S'agit-il d'une rétention volontaire de faits scandaleux que Balzan s'est refusé à livrer afin de protéger l'accès à son terrain d'étude en cas d'un éventuel retour sur les lieux ? Néanmoins, son laconisme envers Mouton, une canaille pourtant notoire, ne laisse pas de surprendre.

Un autre reproche est à faire à Balzan : celui de sa description lénifiante sinon bucolique des conditions de travail du péon des exploitations du caoutchouc, sans aucun souci de ses difficultés réelles. Comment a-t-il pu ignorer que ce péon était soumis à un encadrement strict – sorte de

taylorisme tropical – qui mesurait sévèrement sa productivité ? De surcroît, il était obligé à l'exténuant fumage du latex. Comment Balzan a-t-il pu éluder aussi que ce péon souffrait de mauvaise alimentation et des fièvres ? Qu'il devait, dans certaines zones au moins, vivre avec le fusil à portée de la main, à cause des risques d'attaques des Indiens, des bandits et d'exploitants concurrents ?

Un témoin direct de qualité, ancien médecin des stations d'exploitation du caoutchouc, l'écrivain bolivien Jaime Mendoza (1926), a lui aussi relaté, mais sans fard, la désespérance de ces terres à caoutchouc. Il peint la tristesse angoissante des barracas, un monde dont on ne revient pas, et les affres de son héros accablé par cette vie ignoble : « Pour lui, la vie à la barraca était un martyr prolongé. Il haïssait cet endroit et, chaque jour, il se demandait : *jusqu'à quand dois-je rester dans cet enfer ?* »

Luigi **BALZAN**

# Des Andes à l'Amazonie

1891-1893

Présentation et commentaires  
Jean-Claude Roux et Alain Gioda



**GINKGO** éditeur

**IRD**  
ÉDITIONS

© Ginkgo éditeur / IRD  
(Institut de recherche pour le développement),  
décembre 2006

3, rue Beudant 75017 Paris  
ginkgoediteur@noos.fr

213, rue Lafayette 75010 Paris  
<http://www.ird.fr>



Achevé d'imprimer en décembre 2006  
sur les presses de EMD S.A.S.  
53110 Lassay-les-Châteaux  
Numéro d'imprimeur : 16750

Dépôt légal : janvier 2007

*Imprimé en France*

ISBN Ginkgo 978-2-84679-045-1  
ISBN IRD 978-2-7099-1619-6

Luigi Balzan, un jeune professeur de sciences naturelles, entreprend, fin 1890, un grand tour de l'Amérique du Sud, qui le mènera par la cordillère des Andes à la forêt vierge amazonienne. Voyageur solitaire et pourvu d'un équipement rudimentaire, le jeune naturaliste italien utilise tous les moyens de transport possibles et c'est en radeau, sur le Beni, qu'il arrive à « la frontière du caoutchouc », véritable Far West aux confins de la Bolivie, du Brésil et du Pérou.

Ce livre est le récit de la fantastique expérience vécue par cet homme à l'insatiable curiosité, un document exceptionnel sur la richesse et la biodiversité de cette forêt vierge saignée à blanc pour la gomme des hévéas.

Au fil des pages de son journal, Luigi Balzan jette un regard sans concession sur cette « frontière du mal » où le sordide se mêle à l'héroïque.

Témoignage rare sur cette brutale poussée de fièvre qui a saisi la forêt et ses communautés : Indiens, créoles, métis, franciscains, mais aussi desperados et autres affairistes...

#### Les auteurs

Jean-Claude Roux, géographe à l'IRD (Institut de recherche pour le développement) et Alain Gioda (prix Ushuaïa, Great Ice), historien du climat et hydrologue à l'IRD, ont assuré cette première traduction française, annotée et commentée, du journal de Luigi Balzan.

Geneviève Bourdy, Ana Forenza, Clara López Beltrán, Alberto Guaraldo ont apporté leurs précieuses contributions scientifiques à la présente édition.

Coédition Ginkgo / IRD  
(Institut de recherche pour le développement)



ISBN 978-2-84679-045-1  
Diffusion CDE - Distribution Sédis  
718 206 4

Prix : 25 €